

Chapitre 1

Naissance de la démocratie américaine

Marie-Jeanne Rossignol,
professeur à l'université Paris Diderot

Ce texte est la version remaniée du « Point sur » de la *Documentation photographique* n° 8038, parue en 2004 sous le titre *Aux origines de la démocratie américaine*. Dans sa version originale, il était complété par vingt-trois doubles pages de documents commentés.

En 1976, dans un livre pionnier intitulé *Les mythes fondateurs de la nation américaine*, l'historienne Élise Marienstras analysait la construction du sentiment national américain à travers les écrits des Pères fondateurs dans les années qui avaient suivi immédiatement la Révolution (1776-1783). Dès cette époque, le « discours des Fondateurs [...] efface de la société du moment toutes ses aspérités et la donne en modèle au monde ; il projette sur l'avenir des rêves qui prennent parfois la forme de l'utopie ». Une société sans classes et sans conflits religieux, où les citoyens jouissent d'un système politique progressiste et peuvent s'élever socialement grâce à une terre abondante et bon marché : tel est le rêve américain que décline la première génération de dirigeants.

Chaque campagne pour l'élection présidentielle aux États-Unis est l'occasion de s'interroger sur le fonctionnement, souvent mal connu, parfois caricaturé, de la démocratie américaine : le rôle majeur des États dans l'Union, la notion de parti, le rôle de la presse, celui des Églises, etc. Pour comprendre ce présent, il est indispensable de remonter aux origines, à la période dite de « la jeune République », de 1776 à 1865, qui voit la construction de la nation post-coloniale et la stabilisation de ses institutions. Ce retour sur le passé nous offre l'occasion d'étudier les sources des institutions américaines, mais aussi nous donne les moyens d'en apprécier les évolutions, de mettre la démocratie américaine en perspective. On aura effectivement ici à cœur de ne pas se laisser prendre aux « mythes » édifiés avec tant de conviction par les Fondateurs, et de porter un regard critique sur une République qui se donnait, dès l'époque, pour modèle aux autres nations du monde.

C'est d'ailleurs ce que font depuis les années 1960 de nombreux historiens américains et français, spécialistes de l'Amérique du Nord, qui ont voulu « réviser » un récit par trop triomphaliste de l'histoire américaine, en mettant l'accent sur les inégalités et les discriminations engendrées au cours du développement de l'expérience démocratique américaine. Il faut cependant se garder de voir dans les premières décennies de la République nord-américaine la mise en place d'un modèle de démocratie « exceptionnel » ou même simplement d'une démocratie « particulière » : les questions du suffrage, de l'esclavage, de la démocratie en général, sont des questions qui agitent également la France, la Grande-Bretagne et d'autres pays européens pendant ces années.

En revanche, si un rôle primordial est donné à l'esclavage dans l'analyse qui suit, c'est qu'il apparaît que l'histoire de la démocratie américaine a profondément été structurée, dès la période coloniale, par la coexistence d'une population asservie (20 % des habitants au moment de la Révolution) et de citoyens blancs dotés de droits politiques importants : les conséquences de cette situation hanteront longtemps après 1865 et l'abolition de l'esclavage le développement politique américain. Ce point de vue reflète d'ailleurs la riche historiographie qui, depuis les années 1960, et plus particulièrement depuis les années 1990, a placé « l'institution particulière », comme on la nommait pudiquement au ^{xix}^e siècle aux États-Unis, au cœur de l'histoire de la jeune République. L'esclavage fut un problème politique majeur pour la jeune nation américaine, ancré au cœur des institutions, sous-jacent à la plupart des débats, en particulier ceux qui envisageaient l'expansion de la nation vers l'Ouest.

Fidèle à d'autres acquis récents de l'historiographie américaine et française, ce dossier montre comment certains groupes, femmes, Indiens, et dans une moindre mesure, ouvriers, n'ont pas pu participer au projet démocratique

américain, ou ont dû se battre pour y être inclus. Mais il souligne également comment les États-Unis furent, dans la première moitié du XIX^e siècle, la terre d'élection d'une classe moyenne blanche, qui y trouva, mieux qu'en Europe, les moyens d'être reconnue et représentée.

Vers l'émancipation politique

Il faut remonter à la période coloniale pour comprendre les traits distinctifs du système politique américain. La Révolution américaine n'a pas constitué une rupture radicale avec le système et les idées politiques britanniques : au contraire, c'est même au nom de leurs « droits d'Anglais » que les insurgés justifièrent initialement leur révolte.

Le paradoxe de l'héritage britannique : la liberté et l'esclavage

Les premières colonies britanniques d'Amérique du Nord avaient été fondées pour rivaliser avec l'Espagne et la France et commercer au profit de la métropole (minerais, fourrures, poisson séché, etc.). Au XVII^e siècle, une immigration de peuplement se développe à la faveur de la crise que traverse alors l'Angleterre : crise sociale (paysans appauvris par le mouvement des clôtures, chômage, disettes), conflits religieux et politiques (guerre civile). Les différences d'origines, de mobiles et d'objectifs des immigrants peuvent expliquer en partie la diversité des premiers établissements. C'est ainsi qu'au Sud la culture du tabac devient l'élément essentiel d'une économie tournée vers l'exportation, qu'au Nord, en Nouvelle-Angleterre, des protestants (puritains) cherchent à fonder une théocratie sur une terre ingrate, tandis qu'au centre, les quakers, une « secte » protestante dissidente, trouvent refuge en Pennsylvanie, une région propice à l'agriculture.

Les colonies ne figuraient pas au premier rang des préoccupations des gouvernants britanniques en cette période de troubles, ce qui leur permit d'acquérir une certaine autonomie sur le plan politique : elles géraient elles-mêmes l'essentiel de leurs affaires, selon un schéma général inspiré des institutions britanniques mais dont les modalités pratiques pouvaient différer d'une colonie à l'autre. Qu'on soit en Nouvelle-Angleterre (Massachusetts, Connecticut, New Hampshire, Rhode Island), dans les colonies du centre (New York, New Jersey, Pennsylvanie) ou dans le Sud (Virginie, Maryland, Delaware, Caroline du Nord et Caroline du Sud, Géorgie), on retrouvait toujours une chambre basse, composée d'élus, une chambre haute, dont les membres étaient nommés par le roi ou les « propriétaires », nom donné à des nobles de l'entourage du roi auxquels avaient été cédées les terres et leur gestion, et un gouverneur, le plus souvent nommé lui aussi. Les chambres basses avaient deux prérogatives importantes : elles tenaient les cordons de la bourse, votant le budget, fixant les impôts et les salaires des fonctionnaires ; elles étaient également à l'initiative des lois.

C'est dans ces conditions que peut se développer une des principales spécificités du système politique américain : un droit de suffrage largement accordé aux hommes blancs. Alors que la Grande-Bretagne (la monarchie parlementaire anglaise apparaissait pourtant comme un modèle aux libéraux européens) n'accordait le suffrage qu'à de grands propriétaires terriens, et selon un système très hétérogène, en Amérique du Nord, où le suffrage était également lié à la propriété, les propriétaires étant très nombreux en raison du prix bas de la terre, les électeurs l'étaient également (jusqu'à 60 % des hommes blancs à la veille de la Révolution). Seuls étaient exclus les travailleurs « engagés » (liés par des contrats qui les obligeaient à rembourser le prix de leur



Le leader quaker William Penn, fondateur de la Pennsylvanie et ardent pacifiste, signe un traité d'amitié avec les tribus indiennes.

Huile sur toile d'Edward Hicks, vers 1830, Museum of Fine Arts, Houston.

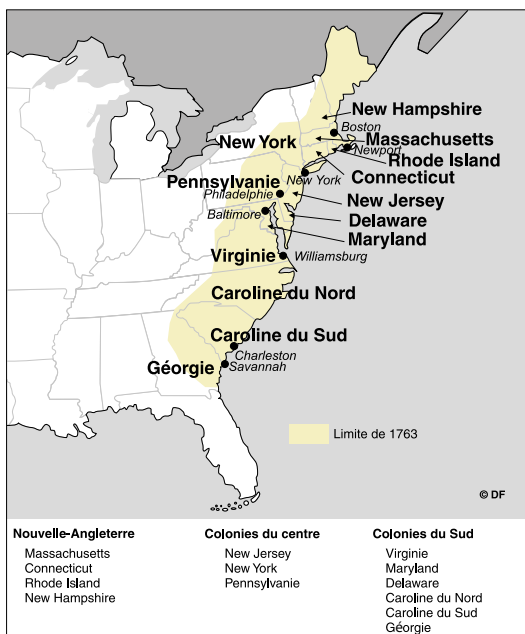
© Francis G. Mayer/Corbis.

traversée), ou les fils attendant d'hériter de la ferme familiale. D'une colonie à l'autre, il pouvait y avoir des différences dans la taille de la propriété ou dans le revenu minimum d'exploitation exigés pour l'accès au vote ; il n'en reste pas moins que, dès les premières décennies de leur existence, les colonies se caractérisent par une vie politique très active.

Elles devaient parfois lutter pour défendre leurs libertés. Au cours de son bref règne (1685-1688), Jacques II, souverain épris d'absolutisme, avait ainsi cherché à rétablir son autorité sur les colonies d'Amérique du Nord, ce dont s'étaient émus les colons du Massachusetts, les plus jaloux de leur autonomie. Mais la révolution anglaise de 1688-1689 avait mis un terme provisoire à cette tentative; mieux, par l'introduction des idées de John Locke (*Deux traités du gouvernement civil*, 1690), elle avait popularisé les notions de droits naturels à la vie, à la liberté et à la propriété, et légitimé le principe du renversement d'un gouvernement injuste, toutes idées promises à un destin glorieux en Amérique du Nord.

Pourtant, les colons aisés ne cherchaient pas alors à partager le pouvoir avec les couches les plus populaires. En 1676, une révolte menée en Virginie par Nathaniel Bacon témoigne du mécontentement de petits propriétaires, anciens travailleurs engagés qui, face à la spéculation foncière des élites, se voient contraints de chercher des terres à l'Ouest, au contact de tribus indiennes souvent hostiles. Bacon s'oppose aux élites virginienne, brûle la capitale coloniale Jamestown, cherche querelle aux Indiens locaux et finit pendu avec une vingtaine de ses acolytes. Victoire de l'aristocratie locale sur les petits fermiers? L'historien Edmund Morgan, dans une étude classique (*American Slavery, American Freedom*, 1975), voit dans l'institutionnalisation de l'esclavage à la fin du XVII^e siècle une solution politique aux inquiétudes des notables face aux revendications des petits propriétaires : ainsi une classe de travailleurs, les esclaves, serait-elle maintenue hors de la communauté des électeurs, ce qui rapprocherait petits et grands propriétaires, et restreindrait le corps politique aux possédants. Ce n'est d'ailleurs qu'à partir de cette date que le statut d'esclave devient héréditaire et fait l'objet d'une législation stricte.

Les treize colonies et leur population vers 1760



	1700	1760
Virginie *	58 500	339 700
Massachusetts	56 000	202 600
Connecticut	26 000	142 500
Rhode Island	6 000	45 500
Maryland	29 500	162 300
New Jersey	14 000	93 800
Delaware	2 500	33 200
New York	14 000	117 100
Pennsylvanie	18 000	183 700
New Hampshire	5 000	39 000
Caroline du Nord	11 700	110 400
Caroline du Sud	5 700	94 000
Géorgie	–	9 600

* par ordre de date de fondation.

Source : *Historical Statistics of the United States, Bureau of the Census.*

La période coloniale donne donc aux futurs États américains l'occasion de développer un système politique autonome, doté de caractéristiques propres, quoique fondé sur l'héritage britannique.

La rupture avec la Grande-Bretagne

Menées sporadiquement depuis la fin du ^{xvii}e siècle, les tentatives de reprise de contrôle des colonies par la Couronne prennent un tournant décisif après la guerre de Sept Ans (1756-1763), aussi nommée « French and Indian War » en Amérique du Nord où elle avait débuté dès 1754 : à l'issue de la guerre, la France, pourtant soutenue par des alliés autochtones, perd le Québec et la Louisiane. La Grande-Bretagne voit ses possessions nord-américaines considérablement augmentées ; mais confrontées à un Trésor vidé par plusieurs longues guerres coloniales, les autorités décident de taxer les colonies par un droit sur le sucre (1764) et par l'obligation de placer un timbre fiscal sur les imprimés (*Stamp Act*, 1765), et font adopter ces mesures par le Parlement. Se fondant sur le principe selon lequel, en droit britannique, il ne peut y avoir d'impôts sans le consentement des administrés, ou du moins sans celui de leur représentation parlementaire, les colons d'Amérique du Nord, qui ne sont pas représentés au Parlement de Londres, affirment qu'ils ne sauraient être taxés : c'est l'origine du slogan révolutionnaire *No taxation without representation*. C'est donc au nom de l'atteinte à leurs libertés « anglaises » fondamentales qu'ils entament une campagne de résistance déterminée, du Nord au Sud : la presse prend parti, dans ces régions au taux d'alphabétisation élevé ; les élus des assemblées adoptent des résolutions et s'organisent en réseaux, les « Fils de la Liberté » ; des foules brûlent les bureaux de vente des timbres fiscaux ; enfin, des délégués de neuf colonies se réunissent le 7 octobre 1765 en un Congrès sur le droit de timbre (*Stamp Act Congress*) qui demande le retrait de la loi.